

PROPOSITION d'UN avenir HEUREUX

ici et ailleurs...

pour toutes et pour tous,

ANIMAUX HUMAINS

et ANIMAUX NON HUMAINS !

POURQUOI attendre ?

Nous ne parviendrons jamais à créer une société juste et harmonieuse aussi longtemps que nous n'aurons pas supprimé:

- La **démocratie représentative** donc les instances gouvernementales (assemblées et gouvernement) au profit de la **démocratie directe**

- Le **patronat** au profit de l'**autogestion**

La **propriété privée** des outils de production, de la matière et du sol pour une **propriété collective**

L'**argent** et tout son système bancaire, de crédit, d'assurance, de profit, de salaire etc..pour le don au sein du vivre ensemble

- Le **travail** par une contribution volontaire au vivre ensemble

- Comment cela est-ce possible ?

Ni frontières ni états nations

Plus d'oppressions dont le spécisme ¹

1 Le spécisme est une oppression systématique comme le racisme, le sexisme, sont d'autres oppressions systématiques. Il y a un socle commun à toutes les oppressions systématiques : un groupe défini d'individus (humains, hommes, de "race" blanche) se proclamant "naturellement" supérieur à un autre groupe d'individus (animaux, femmes, racisés) s'autorise à le dominer et à ne pas lui reconnaître des droits fondamentaux et à ne pas prendre en compte ses intérêts.

Le spécisme, quant à lui, est une oppression systématique sur l'espèce, autrement dit l'espèce "humaine" se prétend supérieure de part ses capacités cognitives à toutes les autres espèces animales ce qui lui confère, selon elle, le droit de les dominer, de les exploiter, de les tuer, et de ne pas prendre en compte leurs intérêts y compris les plus fondamentaux.

L'argument selon lequel nous pouvons disposer comme bon nous semble des animaux non humains pour la simple raison qu'ils ne seraient pas intelligents ou qu'ils n'auraient pas de projets, pas de conscience, est irrecevable.

Irrecevable parce que le seul fait d'avoir la capacité à souffrir physiquement et psychologiquement sont des raisons pertinentes pour respecter leur intégrité et leur liberté !

Supprimer la démocratie représentative

au profit d'une démocratie directe²

passé obligatoirement par la suppression du patronnat.

En l'état actuel des choses, la démocratie représentative découle d'un système électoral, à dessein, injuste. Nous développerons ce point plus loin.

Si vous rejetez de votre côté ce principe, nous vous convions alors à sauter ce chapitre.

Si vous êtes convaincu.es que nous devrions supprimer la propriété privée et l'argent, nous vous invitons à vous rendre directement au chapitre "*Mais comment cela est possible? Comment cela est réalisable?* "

Nous sommes, en France notamment, dans une **démocratie représentative**. C'est-à-dire que nous élisons des personnes qui ont la charge de représenter les intérêts de chacun d'entre nous et quelle que soit notre milieu dans le vivre en société.

Mais les intérêts de Pierre ne sont pas forcément les mêmes que ceux de Paul. Et pourtant, tous les deux se verront attribuer le même représentant ! Ainsi, il est totalement absurde de penser et de croire que François Hollande est le président de toutes les Françaises et de tous les Français !

2 Comme son nom l'indique, la démocratie directe permet à chacune et à chacun de s'exprimer sans passer par un.e représentant.e. Chacune et chacun a la possibilité de présenter des projets, des idées pour le bien commun. Projets, idées qui sont soumises au vote, s'ils ne font pas l'unanimité après débats.

Selon les cas, il peut s'agir d'un projet local ou d'une plus grande amplitude géographique mais seul.e.s les concerné.e.s peuvent voter.

On peut être effrayé par la démocratie directe et sur ce quel pourrait apporter de négatif. Par exemple, si on demandait le retour de la peine de mort ou le refoulement des réfugié.e.s à la frontière, il est malheureusement possible que les partisan.e.s de la peine de mort et des reconduites à la frontière obtiennent gain de cause.

Laisser la démocratie au main de toutes et de tous, parce que directe, suppose qu'un travail de sensibilisation sur des valeurs éthiques soit fait en amont. On peut aussi faire en sorte de ne pas reculer dans l'évolution des mentalités et empêcher que les acquis tant sociaux qu'éthiques ne soient pas remis en question (mariage pour tous, avortement légalisé etc..)

Ceci étant dit même si le peuple peut se laisser à de mauvais penchants force est de constater qu'il en est de même (et sûrement plus d'ailleurs) par nos représentant.e.s !

Quelle que soit la zone géographique d'une élection, (cantonale, municipale, régionale, nationale, européenne) nous sommes confronté.e.s à la même situation: **Il n'est pas possible qu'un.e élu.e puisse représenter les intérêts de chaque habitant.e de la zone concernée.**

Il y a des intérêts contradictoires entre celles/ceux qui utilisent l'outil de travail (ouvrier.ère, employé.e) et celles/ceux qui sont propriétaires de ce même outil de travail (le patronat, les actionnaires).

Un schéma politique simple met en avant l'idée selon laquelle les partis de droite défendraient les intérêts du patronat tandis que ceux de la gauche défendraient ceux de la classe ouvrière.

Si, en effet, la droite défend très clairement le patronat, il est bien évident que la gauche soutient elle aussi les patrons au détriment **la classe ouvrière** qui, de ce fait, **n'est représentée pas plus au gouvernement que dans les diverses assemblées.** Ainsi, le **patronat** dispose-t-il d'une **force importante aux dépends de la majeure partie du peuple**, usant de moyens de pression considérables: l'Etat complice et de ses serviteurs zélés (celles et ceux qui font respecter l'ordre public) sans oublier les détenteurs de fortunes et des ouvriers crédules.

C'est dans cette optique qu'on voit un simple et légitime droit de manifester être momentanément supprimé quand cela arrange la tête et ses acolytes!

Mais, qu'en est-il de l'extrême-gauche? Difficile à dire puisque souvent, peu nombreuse en électeurs car moins médiatisée manquant de moyens financiers, elle se trouve réduite à faire de la figuration au moment des élections et n'arrive pas à s'imposer, beaucoup s'en faut. Quoi qu'il en soit, elle ne remet bien sûr pas en cause la démocratie représentative, puisqu'elle s'inscrit dans les campagnes électorales pas plus qu'elle ne rejette le capitalisme qu'elle souhaite étatiser plutôt qu'abolir.

Et l'extrême -droite?

Il est **vain de croire que l'extrême-droite défendrait les intérêts de la classe ouvrière.** Ce parti politique est à la solde du patronat divisant la classe ouvrière par son racisme, sa xénophobie. Regardez pour vous en convaincre les régimes dictatoriaux d'extrême-droite dans l'Histoire et les mairies FN qui ne font rien de social bien au contraire et vous en serez convaincu.e.s !

L'extrême-droite est montrée par les différents partis comme une grave menace pour la démocratie, menace malheureusement réelle. C'est alors **l'occasion rêvée pour ces partis de brandir l'épouvantail fascisme et d'exhorter la population à voter pour eux plutôt que pour ce dernier**, ce qui offre aux partis de gauche et droite l'opportunité de se voir réélus et de poursuivre leur politique catastrophique en dépit de la profonde déception de tout un peuple conscient de l'inefficacité de la gauche comme de la droite. Oui, certain.e.s électeur.trices ne votent que pour faire obstacle au pire et non par réel choix d'un candidat dont ils/elles sont conscient.e.s qu'il ne représente en rien leurs aspirations !

Quant aux partis écolos (au pluriel), certains de se classer à droite, d'autres à gauche (autrement

dit à droite). Il existe néanmoins une écologie dite “radicale” dont certains groupes peuvent être une branche du mouvement anarchiste. Nous disons bien “certains” car la CVN de Gérard Charollois, candidat à la primaire de 2017 chez les Verts, ne s'inscrit en rien dans le mouvement anarchiste ou dans le mouvement vegan. Nous venons d'apprendre que sa candidature a été refusée par le staf des Verts...

De plus, celles et ceux qui ont accédé au pouvoir ont réussi à verrouiller les portes à d'autres représentations politiques qui ne font que pâle figure lors des élections.

Le coût d'une campagne électorale freine les partis les moins fortunés. Les **partis** les plus **marginaux** n'ont aucune chance d'obtenir les 500 signatures des maires pour les présidentielles. Les maires distributeurs de signatures deviennent donc des super-électeurs et nous nous voyons forcés d'élire celles et ceux qu'ils nous désignent (ou bien de ne pas voter). **Nous devenons ainsi des sous-électrices-eurs et la démocratie en est une fois de plus bafouée.**

Après avoir concédé à ces partis marginaux le temps de parole réglementaire, pas une seconde de plus, les **médias mainstreams** les oublient aussi vite pour offrir encore et encore la parole à l'extrême-droite, aux deux droites et, un peu l'extrême-gauche, Mélançon s'avérant être particulièrement bon pour l'audimat de par son talent d'orateur.

En conclusion, les élu.e.s de la démocratie représentative seront toujours les portes-paroles du patronat et des banques et défendront leurs intérêts au détriment de ceux des peuples. Et si, par un hasard ou une chance extraordinaire, un.e élu.e du peuple parvient à gagner un siège à l'Assemblée Nationale, au Sénat, à la Cour Européenne, ou même le fauteuil d'un ministre, elle/il n'aura aucune marge de manœuvre, ou si peu qu'il/elle sera contraint.e d'accepter de nager dans l'eau trouble des compromissions ou de démissionner.

Certes, nous parlons d'une situation binaire et il y a d'autres situations conflictuelles dans le vivre ensemble. Nous pourrions citer des projets peu respectueux de l'environnement mettant en colère écologistes et riverain.e.s. Hors, la raison de ces projets est de faire des profits pour les investisseurs, les actionnaires en promettant quelquefois, chichement, quelques miettes du gâteau, sous forme d'emplois à plus ou moins long terme ! Comme nous le verrons un peu plus loin, la suppression de l'argent permettrait la fin immédiate de tels conflits ou arrangements.

Supprimer le patronat en s'appropriant l'outil de travail

Supprimer la propriété privée parce que ce n'est autre que du vol, un vol actuellement légalisé

Supprimer l'argent car source de tromperie, d'injustice, de misère, de violence et de guerres..

La propriété, c'est le vol et le premier homme qui s'est accaparé d'une surface de terre ne l'a pas achetée, il l'a, même inconsciemment, forcément volée et ce terrain aura un jour été vendu par les héritiers. La base de toute propriété terrienne est donc bien du vol car le sol de notre planète n'appartient à personne.

La matière première vient de notre planète la Terre. Il n'y aucune raison morale pour qu'elle soit la propriété de qui que ce soit ! Elle est à tous-toutes et à personne à la fois.

Nous entendons par matières : la terre, les minerais, l'eau, le vent (notamment pour les énergies) mais aussi ce qui permet de nous nourrir, de nous soigner (végétaux, champignons, les animaux n'étant pas plus de la nourriture que ce qu'ils produisent d'ailleurs: œufs, miel)

Le concept ci-dessus développé s'appelle **l'écossociétalisme**. Pour notre part, nous pensons devoir **aller encore plus loin par la suppression du salariat et de toute monnaie**.

Seul le travail de l'humain, extrayant, stockant, transportant, transformant cette matière en nourritures, médicaments, objets divers, etc mériterait une rétribution mais est-ce bien indispensable? La présence d'argent dans nos sociétés s'avère-t-elle positive? Sans hésitation, nous répondons: "non!" **L'argent ne génère-t-il pas nombre d'inégalités, d'injustices, de conflits, de paroles ou de gestes haine, de méfaits?**

Penchons-nous un instant sur ce signifie le concept "travail" :

- Il s'agit de **produire des objets, rendre des services en échange d'un salaire**, pour chacune et chacun d'entre-nous (en fait celles et ceux qui ont les moyens indépendamment du fait qu'elle/il travaille ou non)

- de recevoir un salaire plus ou moins important afin d'acheter des produits de consommations, des services, payer ses impôts....Il est à noter que l'importance du salaire n'est aucunement en rapport logique avec la peine endurée, le temps passé pour le mener à bien chaque jour, ce qui est totalement injuste. Ainsi, d'un côté la production de biens et de services accessibles à

certain.e.s seulement de par leur salaire plus élevé et de l'autre, l'argent qui circule avec un débit faible, moyen ou important, **la dureté du travail n'ayant aucune incidence sur le montant des rémunérations.**

Côté patronat et actionnaires, le labeur effectué par des employé.e.s, ouvrier(e)s **et faiblement rétribué**_leur offre l'opportunité de **gagner beaucoup d'argent** mais aussi et surtout de **faire des profits** sans avoir rien à faire de plus.

Ce sont celles et ceux qui possèdent injustement les outils, la matière, le sol et qui font travailler les autres qui détiennent l'argent. Le peuple des ouvriers, employé(e)s ne reçoit que les miettes du gâteau ! **Nous savons que les employeurs n'envisagent pas une seconde de “partager ce gâteau” tant convoité équitablement!**

La **banque**, quant à elle, fabrique, **stocke la monnaie, crée la dette des ménages et des pays** par les intérêts. Elle a une grande **influence sur les décisions politiques**. Elle ne produit rien, elle ne rend aucun service bien qu'elle prétende que c'est là sa fonction, elle est **profondément nuisible au vivre ensemble.**

Alors, nous vous demandons de réfléchir, de bien **réfléchir sur la possibilité d'une société dont les produits ne seraient plus vendus mais donnés, dont les services ne seraient pas payants mais gratuits sans aucune contre-partie directe.** Pas de troc, chacune et chacun ayant conscience de son rôle à jouer dans le vivre ensemble en société. Si nous sommes des adultes responsables, cela ne devrait causer aucun problème.

L'argent, outil de discorde et de corruption, ne nous est en rien nécessaire si ce n'est aux nantis, aux banquiers, aux actionnaires, aux assureurs, si ce n'est pour **engendrer les privilèges, les classes sociales, la misère, des famines...** Les échanges pourraient très bien se faire sans passer par une valeur monétaire qui divise le monde.

D'ailleurs, il est à noter que **cette valeur monétaire** (valeur 1) **varie fortement d'un pays à l'autre**, impliquant un pouvoir d'achat différent d'un pays à l'autre, la richesse ici, la pauvreté là, la délocalisation **où le travail ne coûte presque rien.** Là encore, **argent créateur de disparités, malhonnêteté, exploitation-esclavage!**

Par ailleurs, comment définir justement la valeur d'un service et/ou d'un objet par rapport à un autre service et/ou objet? Il est sûrement impossible d'établir une base équitable et en plus on peut s'interroger sur la pertinence de chercher une valeur et de la comparer.

Si on imagine qu'au départ, **l'argent** fut un moyen pratique pour des échanges, on se rend très vite compte que ce dernier s'avère tellement plus **un fléau** qu'un moyen pratique d'échange que la seule chose à faire, le seul remède pour nos **sociétés en perdition**, ce n'est autre que la mort, l'abolition de l'argent de par le Monde.

Supprimer le travail et agir ensemble pour le bien commun

Bien entendu, la vie sans argent repose sur le principe fondamental selon lequel l'**être humain** peut **devenir un être responsable** qui n'a nul besoin d'ordres, de contraintes, de "bons points" pour décider d'**agir pour le bien commun et pour lui même**.

C'est percevoir le **travail** non plus comme une affreuse et longue contrainte mais plutôt comme un **lieu où l'on apporte sa contribution au vivre ensemble**, selon ses compétences, ses désirs, **le temps que l'on peut ou veut y consacrer et dont on est seul maître**.

Cela implique que **chacun.e d'entre nous accepte sincèrement et selon ses capacités d'apporter sa contribution à la vie en société sans aucune rémunération en échange**. Par contre, et bien évidemment, tous les produits, services, spectacles ...deviennent absolument gratuits.

Mais comment cela est-il réalisable?

Nous n'ignorons pas que les gens, les groupes détenteurs du pouvoir et de l'argent réagiront et mettront tout en œuvre pour ne pas perdre leurs acquis et qu'ils savent pouvoir compter sur leurs serviteurs zélés que sont la police, l'armée, les juges et les ouvriers lobotomisés qui ne comprennent pas où est leur intérêt.

Alors, bien entendu, **la réussite de notre projet** ne pourra voir le jour **que si toutes les parties concernées y contribuent par leur activité**. Nous sommes **bien plus nombreux qu'eux** et le nombre doit nous être profitable pour gagner cette âpre bataille en espérant ne pas être obligés d'avoir recours à la violence si ce n'est pour nous défendre des agressions. Espérons car à un-e travailleur-euse ne correspond pas un policier!

Un projet mondial supprimant les états nations et les frontières.

Dans un premier temps, nous diffuserons largement ce projet y compris hors des frontières. Pourquoi? Parce que d'une part, il n'y a aucune raison de garder ce projet de fraternité pour nous seul.e.s et d'autre part, **nous avons tous et toutes besoin de tous et toutes ici et là-bas, hors de nos frontières** (matière, de ressources que nous n'avons pas ici et réciproquement). Notons, mais on le devine, que les **échanges** de ressources, de biens etc... se feront alors sur le principe de la **solidarité et du don**.

D'ailleurs, on remarquera que dans cette nouvelle optique, pas plus les Etats que leurs frontières, que les gouvernements n'auront de raison d'être. Personne ne gouvernera mais chacun aura son mot à dire, présentera des projets dans le cadre d'une démocratie directe, sera écouté.

Bien entendu, nous devons **définir une date butoir**: le commencement de ce projet doit impérativement **avoir lieu simultanément dans tous les espaces de travail**. Sinon, notre projet serait voué à l'échec.

Il nous faudra **définir** les sociétés, **professions** utiles au vivre ensemble de celles qui sont **nuisibles** ou qui n'auraient plus de raisons d'exister : les banques et son système (FMI etc), les assurances, la CAF, celles **basées sur l'exploitation des animaux à quel que niveau que ce soit** (voir la littérature sur l'antispécisme, le veganisme, la libération animale pour bien comprendre pourquoi). Il est évident que nous devons **en finir avec tous les systèmes oppressifs quel.le.s que soient les opprimé.e.s ... Justice et cohérence!!!** n'en déplaise à certain.e.s qui excluent les animaux de la sphère communautaire!

Il nous incombera également de **définir les besoins de toutes et de tous** - sans tomber dans les excès - afin de gérer la production au mieux !

Nous aurons ensemble la mission de **définir le rôle de chacun.e**. Il faudra d'une part plus d'ouvrières-ers, d'employé.e.s afin de **diminuer le temps de travail** pour chaque personne et d'autre part des personnes assurant la sécurité de ces travailleuses-eurs contre les sbires du patronat qui ne manqueront pas d'intervenir. La situation sera identique pour ce qui est des lieux de commerce d'où l'argent aura, bien sûr, disparu. **De fait, les personnes sans emploi pourront participer d'une façon ou d'une autre à cette révolution.**

Oui, si nous y réfléchissons. Cela peut être perçu comme une folle utopie et pourtant... **cela ne tient qu'à nous, les peuples.**

Enfin, sans argent, la propriété foncière n'existera plus et les maisons, les appartements appartiendront de fait à celles et ceux qui les occuperont. Les agences immobilières seront utiles pour gérer l'offre et la demande (déménagements).

L'un des chantiers prioritaires devra être l'accès à un logement décent et confortable pour toutes et tous.

Nous ne prétendons pas ici à l'exhaustivité mais du moins espérons-nous que ce texte vous donnera envie de rejoindre tous ceux qui partagent ce même rêve d'une société mondiale juste, libre et heureuse.

Pour approfondir le sujet :

- le veganisme : http://media.wix.com/ugd/c1b2c0_1495917443f84a0c813323cf3d38b054.pdf
- le veganarchisme : <http://lvnnapvegan.wixsite.com/anarchie>



leurvienousappartientpas@riseup.net